

la Banque de céréales vivrières du Canada, Indigenous People's Biodiversity Network, Canada, le Syndicat national des cultivateurs (SNC), OXFAM-Canada/Programme de la Journée mondiale de l'alimentation, OXFAM-Québec et l'ACNU comme telle.

Toutefois, comme dans un si grand nombre d'autres cas, la baisse des fonds consacrés aux programmes de l'ACNU a réduit sensiblement la capacité de l'organisation. L'ACNU n'est pas en mesure d'aider le RMSA à jouer un rôle de premier plan parmi les ONG canadiennes ou à l'échelle internationale. Elle ne sert actuellement que d'agent de communication et de facilitation. À l'heure actuelle, la seule initiative coordonnée de suivi du Sommet mondial de l'alimentation consiste dans le Comité mixte de suivi du gouvernement du Canada, que préside Agriculture Canada. Le Comité est composé notamment de représentants d'OXFAM-Canada, de la FCF-Partenaires en développement rural, de la Fondation internationale pour l'essor rural (FIER), du Unitarian Service Committee (USC) et du RMSA de l'ACNU. Il se concentre principalement sur les mesures de suivi au Canada, mais son programme englobe le rôle et les engagements à l'échelle internationale du Canada. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur son utilité future; certaines personnes craignent que ce cadre restreint ne soit pas propice à l'expression de vues contraires à l'optique du gouvernement. Selon un membre, le comité pourrait fort utilement examiner la composante liée à l'agriculture et à l'alimentation de la stratégie de l'ACDI axée sur les besoins fondamentaux, composante qu'on a négligée ces dernières années.

L'ONG qui possède sans doute les meilleures ressources pour se livrer à des activités de recherche et de promotion en matière de sécurité alimentaire est la Fondation internationale pour l'essor rural (FIER), une ONG d'orientation internationale ayant son siège au Canada. La FIER axe ses activités de recherche et de promotion surtout sur le niveau multilatéral. Elle s'inquiète de la perte de la diversité génétique — surtout en agriculture — et de l'incidence de la propriété intellectuelle sur l'agriculture et la sécurité alimentaire mondiale. Son programme inclut des interventions axées sur la sécurité alimentaire, la biodiversité agricole et le droit des cultivateurs de conserver et d'utiliser les variétés de semences qu'ils ont élaborées. La FIER intervient également auprès des peuples autochtones en ce qui concerne leur connaissance de la biodiversité et leur droit de protéger leurs ressources et leur savoir pour ne pas que des étrangers se les approprient et les exploitent commercialement. Il s'agit là des deux piliers de la plupart de ses activités, qu'il s'agisse de recherche, de publication ou de la défense de certaines lignes de conduite sur la scène internationale.